



Assemblée générale

Distr. générale
17 mai 2012
Français
Original : anglais

Soixante-sixième session
Point 118 de l'ordre du jour
La Stratégie antiterroriste mondiale
des Nations Unies

La Stratégie antiterroriste mondiale **des Nations Unies : activités menées par le système** **des Nations Unies pour appliquer la Stratégie**

Rapport du Secrétaire général

Additif

Le présent additif contient des informations que les États-Unis d'Amérique ont communiquées à titre de contribution au rapport du Secrétaire général sur la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies.



Annexe

Observations sur la mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies émanant d'États Membres, d'organisations régionales et sous-régionales et d'autres organisations concernées

A. États Membres

États-Unis d'Amérique

1. Les États-Unis ont été et demeurent de fervents partisans de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies et sont déterminés à mettre en œuvre et à soutenir les initiatives d'autres États et des organisations multilatérales concernées pour en concrétiser chacun des quatre piliers.

2. Au niveau du pays, la Stratégie antiterroriste nationale a officialisé l'approche que les États-Unis suivent depuis deux ans et demi en la modulant, approche qui s'inscrit dans celle, plus large, énoncée dans la Stratégie des Nations Unies. La Stratégie américaine élaborée en 2011 n'est qu'un volet de la Stratégie nationale, qui a été rendue publique au printemps 2010 et constate qu'il est contreproductif de considérer la politique étrangère et en matière de sécurité sous le seul angle du contre-terrorisme. Les mesures antiterroristes adoptées par les États-Unis ont donc un caractère crucial pour les intérêts de la sécurité nationale en général, qu'elles sont destinées à renforcer. La Stratégie de 2011 considère que les initiatives antiterroristes bénéficient – et parfois dépendent – des initiatives en matière de politique étrangère, qu'il s'agisse de promouvoir le règlement pacifique de différends et de griefs politiques, la croissance économique, le développement, la bonne gouvernance ou encore les droits de l'homme et l'état de droit.

3. Dans le cadre de la nouvelle Stratégie, les États-Unis continuent de suivre une approche mobilisant l'ensemble du Gouvernement pour faire face aux défis du terrorisme et de l'extrémisme violent et renforcer les moyens qui pourraient, selon les circonstances, permettre de les relever, que l'on fasse pour cela appel à la diplomatie, à la répression, au développement, aux activités de renseignement ou à une action militaire. Cependant, plutôt que de retenir une formule unique, les États-Unis considèrent que différentes menaces en différents lieux exigent différents moyens.

4. La Stratégie américaine met par ailleurs l'accent sur la nécessité de faire front à l'idéologie violente d'Al-Qaida et à son ascendant en déterminant afin de les éliminer les conditions et les facteurs spécifiques et ponctuels que cette organisation exploite pour encourager le recrutement, la radicalisation et la mobilisation autour de la violence.

5. La Stratégie fait fond sur les avancées majeures accomplies par les États-Unis et leurs partenaires au cours de la décennie écoulée en termes de contre-terrorisme tactique – individus mis à l'écart, cellules terroristes dissoutes et complots déjoués. Sur le plan stratégique, elle reconnaît toutefois que la communauté mondiale doit agir plus efficacement pour affaiblir les moteurs de l'extrémisme violent et réduire tangiblement l'influence de la propagande terroriste, pour réduire d'autant le nombre de recrues.

6. L'action des États-Unis contre l'extrémisme violent privilégie trois grands axes : délégitimer le discours extrémiste violent afin d'en diminuer l'effet d'« entraînement »; proposer d'autres choix positifs aux jeunes qui sont exposés à la radicalisation afin de réduire l'effet de « répulsion » des rancœurs et des attentes déçues; et renforcer les capacités des partenaires pour mener à bien ces activités.

7. La Stratégie américaine fait valoir notre action en faveur des communautés au sein des États-Unis qui s'emploient à mieux résister et à énoncer des stratégies pour contrer la menace que font peser les actions de radicalisation inspirées par Al-Qaïda. Elle réaffirme la détermination des États-Unis à respecter et défendre les valeurs fondamentales, y compris le respect des droits de l'homme et de l'état de droit, et reconnaît que les mesures antiterroristes ont les meilleures chances de succès lorsqu'elles placent au tout premier plan le respect des droits de l'homme et de l'état de droit.

8. La Stratégie américaine est guidée par la nécessité d'élargir et de resserrer les partenariats avec les institutions et les pays du monde entier, les États-Unis ayant conscience qu'aucune nation ne peut seule faire disparaître Al-Qaïda et ses associés et partisans. Il convient plutôt de s'associer aux partenaires et alliés clefs pour porter ensemble la responsabilité de la sécurité commune. La Stratégie américaine vise avant tout à renforcer les capacités institutionnelles, entre autres, des États fragiles et vulnérables afin qu'ils ne soient pas des terrains fertiles pour le terrorisme, le recrutement de terroristes et l'instabilité, et pour que les gouvernements puissent offrir sécurité, éducation et emploi à leurs citoyens.

9. La Stratégie insiste sur l'importance du renforcement des partenariats actuels et l'instauration de nouveaux partenariats avec les gouvernements, les organisations multilatérales, le secteur privé et la société civile. Comme en témoignent les faits survenus au cours de l'année écoulée dans différentes parties du monde, ces partenariats deviennent d'autant plus critiques que la menace se fait plus diffuse.

10. Ces 10 dernières années, des progrès sensibles ont été accomplis quant à l'énonciation et à la consolidation de l'architecture internationale pour faire front au terrorisme au XXI^e siècle. On citera notamment la création de nombreux organes de lutte contre le terrorisme au sein des organisations du système des Nations Unies et des organisations régionales. La Stratégie américaine reconnaît les multiples avantages de l'action menée par l'intermédiaire de ces organes, qui permet de mettre à profit leurs compétences et leurs ressources, d'intensifier la collaboration de nos partenaires et de renforcer la légitimité de nos initiatives.

11. Dans la droite ligne de cette stratégie, notre appui aux politiques et aux programmes des différents acteurs des Nations Unies engagés dans la lutte antiterroriste s'est intensifié au cours des deux années écoulées, et la participation constante et stratégique aux activités de l'ONU dans ce domaine demeure une priorité pour les États-Unis. Nous sommes par ailleurs vivement favorables à la désignation d'un coordonnateur des activités antiterroristes des Nations Unies, qui sera en mesure de consolider l'engagement stratégique de l'Organisation elle-même quant aux questions intéressant la lutte contre le terrorisme.

12. Depuis le plus récent examen en date de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies par l'Assemblée générale, en septembre 2010, les États-Unis se sont associés à des acteurs très divers du système des Nations Unies, y compris les trois comités connexes du Conseil de sécurité : le Comité contre le terrorisme, le

Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999) et 1989 (2011) concernant Al-Qaida et les personnes et entités qui lui sont associées et le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004).

Comité contre le terrorisme

13. Les États-Unis ont joué un rôle prépondérant dans la rédaction et l'adoption de la résolution 1963 (2010), dans laquelle le mandat de la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme a été renouvelé pour trois ans et élargi, l'accent étant davantage mis sur la prévention et sur les droits de l'homme. La Direction exécutive a effectué en 2010 plusieurs visites dans des pays de la Corne de l'Afrique, du Sahel, de l'Asie du Sud et d'Europe pour y évaluer la mise en œuvre de la résolution 1373 (2001). Les États-Unis ont soutenu ses activités en cofinçant un atelier organisé en décembre 2010 à New York, auquel ils ont participé, qui a réuni des procureurs généraux venus du monde entier ayant une expérience des affaires de terrorisme fortement médiatisées. Les États-Unis ont également participé à un atelier régional sur la coordination nationale et la coopération régionale organisé à Sarajevo en octobre 2010, puis à un autre en décembre 2010, à Tachkent, sur la prévention du terrorisme et la répression de l'extrémisme violent. Ils ont par ailleurs financé un atelier sous-régional pour Afrique de l'Est, organisé en novembre à Nairobi, aux fins de renforcer les capacités de mise en œuvre de la résolution 1624 (2005), qui engage les États Membres à prendre des mesures appropriées pour interdire et réprimer l'incitation à commettre des actes de terrorisme.

Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004)

14. Les États-Unis continuent d'exhorter la communauté internationale à mettre pleinement en œuvre la résolution 1540 (2004) et ont accueilli sur leur territoire, en septembre 2011, une mission que le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) a menée avec succès. Cette première visite de pays approfondie effectuée par le Comité a permis d'avoir un aperçu des mesures prises par les États-Unis pour appliquer la résolution par l'intermédiaire de diverses instances et a mis en valeur la mobilisation de l'ensemble du Gouvernement à cet égard. Les États-Unis ont versé 3 millions de dollars au Fonds d'affectation spéciale pour les activités de désarmement à l'échelle mondiale et régionale à l'appui de la mise en œuvre de la résolution.

Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme

15. Les États-Unis ont continué de financer une série d'ateliers destinés à faire connaître la Stratégie dans des régions clefs, y compris des ateliers régionaux organisés à Bali (Indonésie) en novembre 2010, à Windhoek en mars 2011 et à Addis-Abeba en juillet 2011. Ils ont également participé à une série d'ateliers d'experts organisés par l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme et le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale afin de réaffirmer leur ferme attachement à la mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies en Asie centrale, ce qui a conduit à l'adoption d'un plan d'action commun.

Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI)

16. En juin 2010, l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme s'est félicitée de l'ouverture du Centre de l'UNICRI pour l'élaboration de politiques visant à contrer l'attrait du terrorisme, qui analyse différentes politiques et programmes visant à détecter et bloquer les voies qui conduisent au terrorisme, les actions rapides contre le recrutement aux fins du terrorisme et les initiatives de réhabilitation. Avec l'appui des États-Unis, l'Institut rassemble les praticiens nationaux des principaux pays afin qu'ils partagent leurs expériences et recensent les pratiques optimales en matière de réadaptation des anciens terroristes. En mai 2011, l'Institut et le Centre international de lutte contre le terrorisme (La Haye) ont lancé une initiative axée sur le désengagement et la réadaptation au sortir de prison. Cette initiative, parrainée en partie par les États-Unis, visait à offrir un cadre dans lequel les responsables des politiques, les praticiens et les experts puissent comparer leurs expériences et leurs pratiques optimales dans ce domaine critique.

Service de la prévention du terrorisme de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

17. Le Service de la prévention du terrorisme et son Programme mondial contre le blanchiment de l'argent continuent de prêter leur concours aux pays pour ce qui a trait aux aspects juridiques et connexes de la lutte antiterroriste. En 2010, les États-Unis ont financé les activités du Service en s'engageant à verser 1,25 million de dollars, notamment pour dispenser à des procureurs et des magistrats du Yémen une formation aux meilleures pratiques en matière de lutte antiterroriste. En 2011, les États-Unis ont contribué aux activités du Service en finançant des programmes visant à dispenser une formation antiterroriste aux procureurs et magistrats des pays de différentes régions.

Agence internationale de l'énergie atomique

18. L'Agence internationale de l'énergie atomique a continué de mettre à exécution son Plan sur la sécurité nucléaire pour 2010-2013 afin de contrer la menace du terrorisme mettant en jeu des matières nucléaires ou autres matières radioactives. Les États-Unis participent activement aux efforts déployés par l'Agence pour renforcer la sécurité de ces matières et des installations connexes, et pour réduire le risque que ces matières soient utilisées par des terroristes.